

منابر العامل

التونسي الجزائري المغربي

NOVEMBRE 1977

Mensuel de la CGT pour les travailleurs Tunisiens, Algériens, Marocains

N° 82 — 1 F



PHOTO DELIUS.

*Pour la liberté
du travail
contre l'austérité*

**1^{er}
DÉCEMBRE**

C.G.T., C.F.D.T., F.E.N.



**LA C.G.T. DÉCIDE D'ENGAGER UN RECOURS
AU CONSEIL D'ÉTAT CONTRE LES MESURES STOLÉRU**

Chronique juridique

APPRENDRE UN MÉTIER

Nombreux sont les enfants qui rejoignent leur famille en France. Que deviendront-ils après l'école ? Pour un nombre important d'entre eux l'apprentissage leur semble une solution séduisante : apprendre un métier chez un patron tout en gagnant sa vie. Mais cela est souvent plus difficile, pourtant la loi régit strictement les conditions d'emploi des apprentis, parents et jeunes ont intérêt à la faire respecter.

1. - L'employeur doit être agréé :

Tout employeur du secteur privé peut signer un contrat d'apprentissage s'il a obtenu à cet effet l'agrément délivré par le Comité départemental de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

2. - Apprenti : quinze, seize ou vingt ans.

Peut être apprenti tout jeune homme ou jeune fille âgé de seize ans au moins ou de vingt ans au plus à la date d'entrée en apprentissage. Toutefois, exception est faite pour les jeunes âgés d'au moins quinze ans mais qui ont terminé leur scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire, c'est-à-dire sortant de la classe de troisième de CES.

3. - Aucun diplôme au départ.

Aucun diplôme n'est exigé pour entrer en apprentissage. A noter que la classe de préapprentissage que l'on trouve dans certains établissements scolaires n'offre aucune priorité « d'embauche » comme apprenti, elle n'est qu'une voie de garage permettant au jeune d'attendre l'âge de seize ans, c'est-à-dire la fin de la scolarité obligatoire.

4. - Si possible commencer en septembre.

Il est bien de faire coïncider l'entrée en apprentissage avec le début de l'année scolaire pour permettre à l'apprenti de suivre tous les cours assurés par le centre de formation d'apprentis ; les CFA fonctionnent durant les mêmes époques que celles des autres établissements scolaires.

5. - Connaître la convention collective.

Pour consulter la convention collective auquel se réfère le contrat d'apprentissage, il faut s'adresser à la section syndicale CGT de l'entreprise dans laquelle le jeune entre en apprentissage ou à l'Union Locale CGT de la localité. A défaut, à l'Union départementale ou à la Fédération correspondant à la branche d'activité de l'entreprise.

6. - Obtenir un CAP ou un BEP.

L'apprentissage doit permettre à celle ou à celui qui le suit de se présenter à un examen sanctionné par un diplôme bien précis. Ce dernier, doit être indiqué sur le contrat : CAP ou BEP avec son appellation et éventuellement sa mention. Refuser tout terme du genre « examen de fin d'apprentissage » ou « attestation d'apprentissage ».

7. - Un apprentissage programmé.

Bien que difficile à obtenir il faut exiger que la formation professionnelle dispensée dans l'entreprise soit conforme à une « progression » et que cette dernière soit indiquée en annexe. Une progression est un programme d'enseignement établi pour l'année. Ce programme que l'employeur doit respecter peut permettre d'éviter que l'apprenti soit employé à une toute autre activité que celle concernant son futur métier ou le cantonnant à un seul aspect de celui-ci. Si possible, demander l'opinion du syndicat sur ce programme et lui faire contrôler son application.

8. - 360 heures pendant le temps de travail.

L'apprenti doit suivre 360 heures de cours par an dans un CFA (cours techniques, technologiques et généraux). Ces heures doivent être prises sur le temps de travail situé dans l'horaire normal de l'entreprise et rémunérées comme telles. Ce qui implique que le temps passé à l'entreprise plus le temps passé au CPFA ne dépassent pas au total les 40 heures hebdomadaires pour les moins de 18 ans. Au dessus de 18 ans, l'horaire hebdomadaire total peut être supérieur si l'inspecteur du travail a donné son accord.

9. - Un salaire lié au SMIC.

Le contrat d'apprentissage prévoit le salaire de l'apprenti. Il faut certes essayer d'obtenir le maximum. Quant au minimum, il est fixé par la loi et évolue avec le SMIC. Dans ce cas le contrat ne fixe donc pas le montant du salaire tel que le percevra l'apprenti mais son pourcentage par rapport au SMIC, à savoir 15 % de ce dernier le premier semestre d'apprentissage, 25 % le second, 35 % le troisième et 45 % le quatrième. Si l'apprentissage se poursuit au-delà, la rémunération représentera 60 % du SMIC. Tous ces pourcentages sont accrus de

10 % lorsque l'apprenti atteint dix-huit ans. Ce salaire est soumis aux retenues légales comme la Sécurité Sociale. Le bulletin de paie est obligatoire. Actuellement, le SMIC est fixé à 10,06 F de l'heure.

10. - Attention aux avantages en nature.

Le montant des avantages en nature à retenir sur le salaire doit être calculé au plus juste et, en tout cas, correspondre à la réalité : un simple lit dans une soupenne ne peut être considéré comme une véritable chambre ni « payé » comme telle. Quant à la nourriture, elle doit être saine et abondante comme l'exige la santé d'un adolescent. En tout état de cause les avantages en nature ne peuvent dépasser 75 % du montant du salaire.

11. - Trois exemplaires... plus deux.

La loi prévoit trois exemplaires qui doivent être enregistrés. Cet enregistrement demande un temps abusivement long pendant lequel l'apprenti ne possède aucun document. Il est donc bon de demander deux exemplaires supplémentaires qui ne seront pas enregistrés mais conservés un par l'apprenti, l'autre éventuellement par le syndicat en cas de difficultés.

12. - Attention.

Tout contrat d'apprentissage ne peut être légal qu'accompagné de deux certificats : — un certificat médical ; — un certificat du centre d'information et d'orientation (adresse obtenue à la mairie).

13. - Paie-t-il ses impôts ?

Deux solutions : l'apprenti déclare lui-même ses impôts et sa famille compte une demi part en moins, ou l'apprenti ne déclare pas lui-même ses impôts et ses revenus s'ajoutent à ceux de sa famille qui déclare le total en conservant sa demi part. Pour connaître la situation la plus rentable, consulter le « guide impôts » de la V.O. qui paraît généralement la première semaine du mois de février.

14. - Les allocations familiales sont-elles supprimées ?

Si l'apprenti est âgé de moins de dix-huit ans et que sa famille percevait des allocations familiales le concernant ces allocations sont maintenues si le salaire de l'apprenti ne dépasse pas un certain plafond ; ce dernier est actuellement fixé à 649,50 F par mois.

Voyages BARBÈS

Société à responsabilité limitée au capital de 100.000 francs

78, BOULEVARD BARBÈS - PARIS XVIII^e

Tél.: 076 09-00 + 606 99-48 606 94-58

BILLETS FER - AIR - MER

Consultez-nous

pour tous

vos problèmes

de voyages :

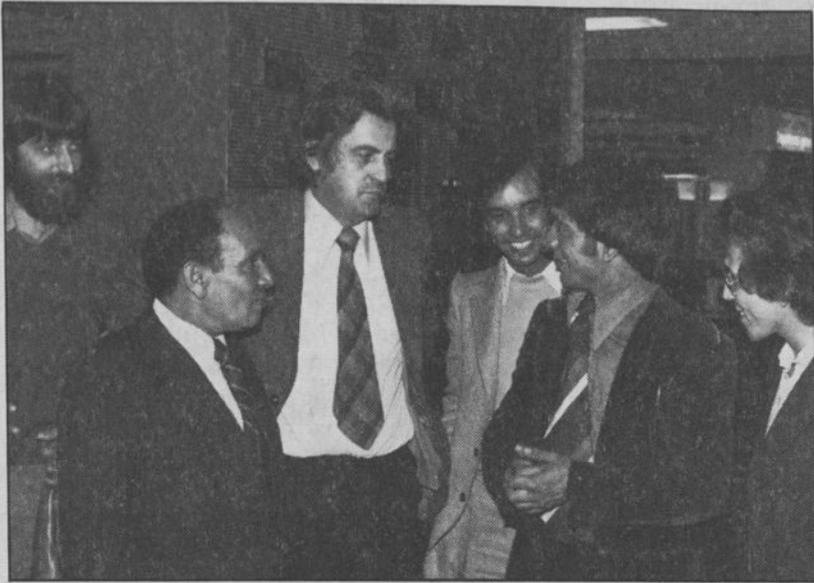
- AVION
- BATEAU
- CHEMIN DE FER

أصداء النضالات

أضرب منذ ١٢ أكتوبر ١٩٧٧ ، وبحضيرة (شانتني) تابعة لؤسسة - بالوال - وإغليهم من العمال المهاجرين ، أضربوا مع رفاتهم الفرنسيين واحتلوا أماكن الشغل من أجل الدفاع عن مطالبهم المشروعة والمتعلقة ب :

- ضمان الشغل .
- الاجور .
- ظروف العيش بالشانتني ، وخاصة ما يتعلق منها بالصحة والامن .
- تسديد مصاريف تنقلهم .
- المطالبة بشهري اجازة بالنسبة للعمال المهاجرين .
- القانون الاساسي للمهاجرين .
- ان الادارة المحلية ، والحفاظة ، وادارة المحافظة التي تعني باليد العاملة ، ترفض التفاوض .
- وقد رفض الشغالون السفر بدون المواجهة ، وبذلك لم تحدث اصطدامات عندما احتلت قوى التمتع الشانتني بالعنف .
- وسرعان ما نظمت حملات المساندة للشغالين المضربين . وبذلك رفض اجيرو المؤسسات الاخرى التي تعمل بالشانتني الرجوع الى العمل تحت رعاية قوى الشرطة .
- هذا وقد تحققت انتصارات في مدينة روان :
- مؤسسة ديمور : ٣ ايام اضراب ناجحة مائة في المائة - وقد حقق العمال انتصارات عديدة :
- ارتفاع اجرة ساعة العمل بقدر يتراوح بين ٠.٣١ ف و ٠.٤٧ ف .
- دفع ٥٠ في المائة من اجرة ايام الاضراب .
- ٤٠ ساعة عمل بالنسبة لكافة المستخدمين بداية من ١ جانفي ١٩٧٨ ، بدلا من ٤٥ ساعة ، ودون تخفيض في الاجرة .
- بروسوا - دون :
- التخفيض من وقت العمل : ٤٣ ساعة بدلا من ٤٧ ساعة .
- ترفيع الاجور ب ٥ في المائة .

الكل متفقون عن ضرورة النضال
16 منظمة نقابية تعارض منظمة الاعراف
والحكومة الفرنسيين
بلاغ مشترك



كلهم عادوا !

١٦ افريل ١٩٧٦ : طرد من فرنسا ١٦ عاملا مهاجرا ساهموا في اضراب الكراوات بمبيلات السوناكرا ، بسرعة غريبة مغلي الايدي .
١٢ اكتوبر ١٩٧٧ : عاد هادي جماعي ، آخر الطرودين ، وقد استقبله ريني لوماي سكيرتير الـ س.ج.ت. والتيجاني عبيد السكرتير العام المساعد للاتحاد التونسي للشغل ، ووفد من عمال مؤسسة البناء (برادو - موران) حيث كان يشتغل ويناضل بالس.ج.ت. ووفد عن سكان مبيت السوناكرا بانبولي ، حيث كان يسكن .
وبين هذين التاريخين ، حدثت الكثير من النضالات والمبادرات التي نظمتها الس.ج.ت. لتطالب من الحكومة الفاء اوامر الطرد . وبعد اخذ ورد ، تم الحصول على الالفاء خلال شهر جويلية الماضي . وقد ضمنا عودة بعض الرفاق الذين تعرضوا الى العديد من التخويفات بالطرود من طرف السلطات الفرنسية ، وباستعمال طرق اقل لا مشروعية من الوسائل التي استعملت في افريل ١٩٧٦ . وقد وضع الفاء اوامر الطرد حدا لكل تلك المضايقات .
يمثل رجوع ١٦ رفيقا نجاحا هاما . وهو يبرز على الاقل باننا في مقدورنا ان نجبر الحكومة على التراجع ، في الوقت الذي تستعد فيه الى طرد عدد كبير من المهاجرين اعتمادا على تدابير السيد ستولير ، وهو امر لا يستهان به .

« انضال ضد طرد المهاجرين »

ان التدابير الحكومية « المناهضة للمهاجرين » والتي اعلن عنها السيد - ستولير - قوبلت بالمناهضة الصلبة والعامية من طرف المنظمات النقابية (الس.ج.ت. ، والـ س.ف.س.ت. ، وفيدرالية التربية القومية) وبعض الاحزاب السياسية (الحزب الشيوعي الفرنسي - والحزب الاشتراكي) ، ومن طرف شخصيات واجهزة مشهورة تابعة للكنيسة الكاثوليكية والكنيسة البروتستانتية (البابا بول السادس والقديس سان - غورانس ، وراهب آجان ، والتقسيم الكنيسة الايفنجيليكية) ثم من طرف منظمات ديمقراطية (F.A.S.T.I. ، وفيدرالية (اتحاد) جمعيات التضامن مع العمال المهاجرين ، والحركة المناهضة للعنصرية ، ومعاداة السامية ، ومن اجل السلام ، M.R.A.P. ، والكنفدرالية النقابية للمعلمات) ، ومن طرف جمعيات المهاجرين بفرنسا (وداية الجزائريين ، وودادية الصداقة الفرنسية الايطالية ٠٠ الخ.٠٠) هذا ، وقد حكم مجلس الدولة على مشروع السيد ستولير ، بكونه غير دستوري ، مؤكدا بذلك على صفة المواقف المتخذة من طرف المنظمات وغيرها .

وقد وقفت المنظمات النقابية التابعة للبلدان التي هاجر منها العمال مواقف ضد تلك الاجراءات ولا سيما في البلاغ المشترك الذي صدر عن الاتحاد العام للعمال الجزائريين ، والس.ج.ت. ، والـ س.ف.س.ت. ، وفيدرالية التربية القومية ، وفي ١٠ اكتوبر ١٩٧٧ ، ثم المواقف التي اكدت عليها النقابات الافريقية ، والشمال افريقية اثناء الندوة العربية الافريقية التي انعقدت في مدينة الجزائر ، والبلاغ المشترك للس.ج.ت. والـ س.ف.س.ت. وغيرها الصادر يوم ٢٥ اكتوبر ١٩٧٧ .

ويجب كذلك الاشارة الى البيان المشترك الصادر يوم ٧ نوفمبر عن ١٤ منظمة نقابية اجنبية التي عقدت اجتماعا بباريس بدعوة من الس.ج.ت. والـ س.ف.س.ت. وفيدرالية التربية القومية . وخلال ندوة صحفية عقدت يوم ١٥ اكتوبر ١٩٧٧ ، نددت الس.ج.ت. بالوسائل التي ترمي الى طرد المهاجرين ، ولا سيما رفض تجديد بطاقة الشغل ، وبطاقة الإقامة ، وهو ما يحرم العمال او افراد عائلاتهم من وجود قانوني وما يبرر طردهم من فرنسا .

وقد نظمت المظاهرات ، وعقدت الاجتماعات على كامل التراب الفرنسي ، وبدعوة من الس.ج.ت. للتعبير بالطبيعة العنصرية للحملة الحكومية ، ولتوضيح الامور ، اذ ان طرد المهاجرين لن يحل لا مشكلة البطالة ولا الازمة الراهنة .

وفي هذا المعنى ، قدمت معلومات واضحة في تقرير وزاري ، وكذلك في تصريح رئيس فيدرالية الاعراف الباريسية التابعة لقطاع البناء ، وكل تلك المعلومات تشير الى ان عودة المهاجرين الى اوطانهم يتسبب في سقوط الاقتصاد ويكون مصدرا جيدا للبطالة . فالقصد من هذه الحملة هو في الواقع تكسير شوكة العمال - والبدا بالمهاجرين منهم ، ثم تكسير الحركة النقابية وارادة النضال من اجل التغيير التي تعبر عنها . وقد حدث في مدينة - رين - ان طلبت منظمة الاعراف من « المهاجرين القادمين من - بريطانيا الفرنسية - (وهم عمال فرنسيون ان يقبلوا ١٠٠٠٠ فرنكا مقابل استقالتهم من الشغل والرجوع الى مقاطعتهم .
في الوضع الراهن ، لم تضعف ، لا الضغوط ، ولا مضايقات البوليس ، ولا الاعمال العنصرية التي تستهدف المهاجرين ، من القدرة النضالية لهؤلاء ، كما اثبت ذلك عمال - بيونكور - وعمال الطرقات والمطاحن الكبرى بكورباي ، او مطاحن جيرلان بفرونويل ، وفي عدة اماكن اخرى .

ملاحظة : تنظم في كل اتحاد محلي

دوامات

(في الليل عادة)

ويمكن لكافة العمال الذين يرفض لهم تجديد

بطاقة الإقامة او بطاقة الشغل التوجه اليها .

FOYER DE LA RUE SEDAINE :

INCENDIE DANS UN FOYER D'IMMIGRÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
LE GABINET DES SECRETAIRES

Paris, le 26 OCT. 1977

Monsieur,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur l'incendie qui s'est déclaré dans la nuit du 14 au 15 septembre 1977 au foyer de l'association pour l'accueil et la formation des travailleurs africains et malgaches au cover dupont deux personnes sont décédées et trente autres ont été blessées.

Je puis vous indiquer qu'à la suite de cet acte criminel une information a été ouverte au Tribunal de Grande Instance de Paris et que tout est mis en oeuvre pour en découvrir les auteurs.

Mon emploi du temps ne me permet malheureusement pas, dans l'immédiat, de vous accorder le rendez-vous que vous avez sollicité. Je tiens cependant à vous assurer que la répression des manifestations et des infractions à caractère raciste demeure une de mes préoccupations constantes et que les pouvoirs publics s'efforcent de poursuivre dès que des faits de cette nature sont portés à leur connaissance.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Alain FRIEDMANN
Alain FRIEDMANN

Monsieur Jean JOURNÉ
Union des syndicats
C.G.T. de Paris
60, rue Charlot
75140 PARIS CEDEX 03

Un incendie s'est déclaré dans la nuit au foyer AFTAM de la rue Sedaine dans le 11^{ème}. C'était au mois de septembre. Les résidents du foyer, près de 400 travailleurs africains, se sont trouvés en face des flammes, de la chaleur et des cris, au milieu de leur sommeil.

La seule issue qui ne ferme jamais, était, ce jour-là, non seulement fermée mais aussi barricadée. La façon dont s'est déclaré l'incendie ne laisse pas seulement croire à l'hypothèse d'un accident.

Oui, c'était un acte criminel commis contre les travailleurs immigrés et qui a fait trois morts ; un sénégalais et deux maliens. Le ministère de la Justice a été contraint d'accepter que l'incendie du foyer était bien un acte criminel. Mais où sont les coupables ? Un procès est ouvert pour les retrouver. Pourtant les responsables des actes racistes bien connu par la police... les pouvoirs publics seront-ils complices de ces actes ?

VIVRE DANS UN FOYER

Le gouvernement, pour cacher ses responsabilités a créé des associations non lucratives pour gérer les foyers, comme celle de l'AFTAM qui gère le foyer de la rue Sedaine. Quels foyers ? Il existe de très nombreux foyers comme celui de la rue Sedaine, où les résidents dorment à plusieurs dans des cagibis d'à peine quelques mètres carrés, séparés les uns des autres par de petits murs, une

ancienne couverture sert de porte à ces cagibis... C'est comme cela que l'ancien laboratoire de la rue Sedaine est devenu un foyer en 1967. Depuis ce temps, c'est-à-dire depuis dix ans, les résidents mènent une lutte sans cesse : grèves des loyers, délégations, ou d'autres formes d'actions.

Le gouvernement et la direction de l'AFTAM ont toujours fermé leurs oreilles aux revendications des résidents. Si aujourd'hui trois travailleurs ont trouvé la mort, ce n'est pas une fatalité.

Ce n'est pas seulement dans le foyer de la rue Sedaine, mais aussi dans plusieurs autres foyers où les travailleurs immigrés sont contraints de vivre dans des conditions inhumaines et scandaleuses, dans des locaux sales, petits et insuffisants.

Pour que cette situation cesse, cette misère créée artificiellement par le patronat et le pouvoir, la CGT multiplie ses actions pour un logement, un foyer convenable, correspondant aux besoins des travailleurs immigrés. SOLIDARITE AVEC LES RESIDENTS DU FOYER DE LA RUE SEDAINE. Dès que la CGT a pris connaissance de l'incendie du foyer, elle a réagi immédiatement. Les syndicats CGT du nettoyage de la ville de Paris, de Renault Billancourt, de l'UL du 11^{ème} et l'UD de Paris ont amené leurs soutiens, et leur solidarité active aux résidents. Les syndicats CGT du nettoyage et de Renault Billancourt ont collecté une somme d'environ 7.000 F et ont amené du ravitaillement pour aider les victimes.

LE POINT SUR LES MESURES STOLÉRU

M. STOLÉRU contraint à des reculs verbaux mais la volonté demeure la même.

M. Stoléru semble atteint de troubles de mémoire. Il n'a jamais menacé d'interrompre le regroupement des familles, il n'a jamais envisagé d'inciter au retour de plus d'un million de travailleurs immigrés.

La section sociale du Conseil d'Etat qui semble-t-il a été consultée sur un projet de décret bien réel, avait été nette dans ses appréciations : suspendre pour trois ans le droit au regroupement des familles pour les travailleurs immigrés régulièrement introduits en France, est une mesure con-

traire à la Constitution de la République Française. C'est sans appel. De plus, cette mesure est contraire aux engagements internationaux, aux accords bilatéraux ainsi qu'aux conclusions de la Conférence d'Helsinki sur les droits de l'homme. Ainsi M. Stoléru en est conduit à l'invective et à porter des accusations :

— les organisations syndicales voudraient créer un climat de panique.

Chacun pourra constater qu'en dehors de Force Ou-

vrière, toutes les organisations syndicales en France et des divers pays d'origine sont unanimes.

— les organisations syndicales déformeraient le sens des mesures, il s'agit selon M. Stoléru d'un nouveau droit au retour qui garantit la formation professionnelle.

Outre les pressions de toutes sortes que subissent les travailleurs immigrés, nous pouvons maintenant mieux connaître les intentions réelles du gouvernement en matière de

formation puisque le budget 78 est examiné au Parlement.

Le gouvernement envisage de réduire le budget spécifique réservé au secrétariat d'Etat de diminuer sa participation au Fonds d'Action Sociale à 22 millions (contre 37 millions en 1977).

C'est une fois de plus à la Caisse Nationale d'Allocation Familiale que l'on demande de financer l'essentiel des actions puisque le gouvernement propose de porter à 500 millions de Francs environ sa contribution en 1978.

Autrement dit ce sont les immigrés dont la famille est restée au pays qui supporteront la charge financière.

Cela se traduit en matière de formation par la volonté de dissoudre l'Association pour l'Enseignement aux étrangers et par des objectifs ridicules en regard des besoins puisque d'après une note remise par la Direction de la Population et des migrations en 1976 et 1977, 155 stagiaires ont pu bénéficier d'une formation retour et que sont programmés pour 1978, 430 stages.

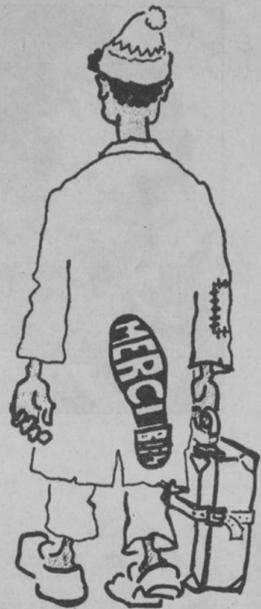
Parmi les élucubrations de Stoléru, une vaut d'être relevée : « ... La CGT souhaiterait que les travailleurs immigrés

restent en France pour continuer à être utilisés dans les emplois les plus bas que refuseraient les travailleurs français » et de là, il accuse la CGT de racisme.

De tels arguments démontrent l'objectif poursuivi par le gouvernement. Il fait appel aux instincts les plus bas pour mieux diviser la classe ouvrière.

Ainsi si M. Stoléru est obligé d'utiliser un autre langage, c'est qu'en fait sa politique anti-immigré n'est pas acceptée.

Cela est positif, mais il faut poursuivre pour le contraindre à des reculs réels et à l'abandon définitif des mesures dénoncées le 27 septembre.



(Dessin de KONK.)

ايها المهاجرون :
تنظيم حملة رد الفعل يتواصل

Qui finance le million ?

L'opinion des députés est loin d'être unanime :

« Il est un aspect de la « nouvelle » politique d'immigration que nous ne pouvons passer sous silence, c'est celui du financement de l'aide au retour qui constitue un défi au droit de contrôle financier du Parlement ».

1) « Lors de l'examen du collectif de 1977 (loi de finance rectificative du 19 juin 1977) a été voté un crédit de 1.345 millions... : « mesures destinées à favoriser l'emploi des jeunes ». La ventilation de ce crédit faisant apparaître une rubrique : « participation de l'Etat à des incitations au départ en retraite et action diverses » dotée de 300 millions de F. Le rapport de la Commission était extrêmement explicite : « L'aide au retour dont le montant par tête sera fixé à 10.000 F sera financée conjointement par l'UNEDIC et l'Etat. Mais elle ne nécessite l'ouverture d'aucun crédit nouveau dans la mesure où elle constitue en quelque sorte une capitalisation des indemnités chômage qui auraient été versées à ces travailleurs s'ils étaient restés en France ».

2) Or, les partenaires sociaux qui siègent au Conseil d'Administration de l'Unedic ne se sont pas prêtés à la manœuvre. Par arrêté du 26 juin 1977, 50 millions de F étaient transférés du chapitre « mesure en faveur de l'emploi des jeunes », au chapitre « intervention de l'Etat en faveur des travailleurs migrants », afin de payer les premières « aides au retour ».

3) Puis à partir du 1^{er} octobre 1977 « l'aide au retour » a été étendue... de quelques 50.000 à environ 1.000.000 d'immigrés. Il y a donc eu une profonde modification du système de financement, extension considérable du champ des bénéficiaires d'une presta-

tion payée exclusivement sur crédits publics, sans que l'autorisation du Parlement ait été sollicitée.

4) Bien plus, aucune mesure nouvelle n'est demandée au budget 1978 pour financer dans sa nouvelle formule étendue. L'ensemble de ce texte est extrait de l'avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales de l'Assemblée Nationale.

Le mystère Stoléru s'épaissit. Décret N° 77 1239 du 10 novembre 1977

Le Premier Ministre Raymond Barre décrète :

L'admission en France dans les conditions prévues par le décret N° 76 383 du 29 avril 1976, relatif aux conditions d'entrée et de séjour en France des membres des familles des étrangers autorisés à résider en France, du conjoint et des enfants de moins de 18 ans d'un ressortissant étranger bénéficiant d'un titre de séjour est suspendue pour une durée de trois ans.

Les dispositions de ce décret restent applicables pour le droit au séjour familial, c'est-à-dire pour tous les membres de la famille qui ne demandent pas l'accès au marché de l'emploi.

لقد كانت الحيرة التي اجتاحت بلدان العمال المهاجرين كبيرة الى درجة ان السيد ستوليريو قرر بسرعة القيام بزيارة الى كل من المغرب الاقصى، والجزائر وتونس. وفي نفس الوقت قام سكرتير الدولة البرتغالي بزيارة الى باريس.

فهل اتقن احدا ؟

« امام حملة السب، قررت المجي، لاعادة الاعتبار الى الحقيقة، هذا ما قاله بمجرد وصوله الى الرباط ».

غير ان السيد باروندي، الوزير المغربي للشغل، لم يقتنع نهائيا بتوضيحات ستوليريو، فقد عبر عن امله في « اعادة التفكير في تلك القرارات على اساس الاحترام المتبادل للالتزامات ».

اما الزيارة الى الجزائر فقد كانت قصيرة. وخلال ساعتين استطاع السيد ستوليريو ان يجدد مرة اخرى مجموعة من الوعود المتعبة بالتكوين المهني، غير انه من الصحيح ان الجزائر هي البلد الوحيد الذي وضع حدا لهجرة اليد العاملة منذ سنة 1974.

— اما الحكومة الاسبانية فقد ارسلت بممثلين عنها لدى الحكومة الفرنسية عبروا عن سخطهم لتلك الترتيبات.

— وارسلت الحكومة البرتغالية من ناحيتها السيد ليجا الى باريس، ويبدو ان سكرتير الدولة البرتغالية حاول الحصول على ضمانات خاصة بالنسبة للبرتغاليين. وقد سمح لنفسه بالتصريح قائلا بأنه سيتم الفاء، بعض الترتيبات على اساس اتفاق برتغالي فرنسي. وليومنا هذا لم يصدر اي نص يثبت ذلك الخبر. وبالعكس نلاحظ بان الامر الصادر يوم 10 نوفمبر يتناقض مع تصريح سكرتير الدولة البرتغالي.

— وفي تونس : ظلت الحكومة حذرة حتى ولو ان السيد ستوليريو اكد على ان ليس هناك اي اختلاف بين الحكومتين التونسية والفرنسية.

فمن غير شك لم ينجح السيد ستوليريو في اقتناع عدد كبير من الناس لحد الان ...

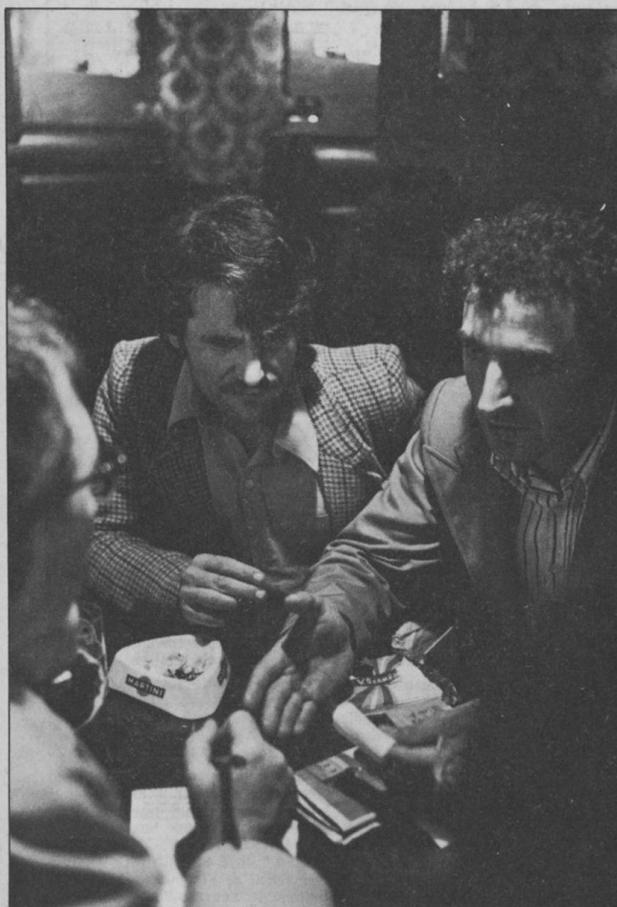


PHOTO ASENSTARK

ولكي يفرض ستوليريو تدابير تلك، نظم حملة صحفية بعد انعقاد اللجنة القومية. وفي الايام التي عثت تلك اللجنة، واعتمادا على الوثائق التي قدمت لهم لم يخطئ الصحافيون في فهم مغزى ومرمى تلك التدابير : فقد اصدرت كل من جريدة - لأكروا - مقالاً بعنوان « الاستجابة للشغاليين التوميين », وجريدة لومانيتي مقالاً اخر بعنوان « ستوليريو يطرد المهاجرين », وجريدة - لورور - مقالاً عنوانه « مساعدة العودة تقترح على ملبسون مهاجرا » واصدرت كذلك جريدة - لوموند - مالا تحت عنوان : « تصلب السياسة في اتجاه المهاجرين ».

لقد اعلمنا عن رد فعل السيد - ج - ت - المعامل في - المنبر - الصادر في الشهر الاخير. وقد وقع تنظيم حملة التثديد اثر ذلك مباشرة. واعلمت السيد - ج - ت - بذلك 25 منظمة نقابية تابعة لاطوان الشغاليين المهاجرين او البلدان التي تستقبلهم، وتوجهت الى السيد ستوليريو للتثديد بالصفوف المختلفة والمتعددة التي تسلط على المهاجرين. ووقع فتح ملف يبين ذلك الموقف الحكومي يوم 14 اكتوبر واسم الصحافة. واحاطت السيد - ج - ت - علماً كافة تنظيماتها التي قامت بنشاطات مختلفة اخذت اشكالا كثيرة. وتقدمت كل من السيد - ج - ت - والس - ف.د.ت. وفيدرالية التربية القومية والاتحاد العام للعمال الجزائريين استنكارها امام الصحافة. كما نظمت بالجزائر مائدة مستديرة ومنتفضة. ولاول مرة في فرنسا اجتمعت كافة المنظمات التابعة لبلدان المهاجرين وذلك في باريس وبيادرة من السيد - ج - ت - والس - ف.د.ت. وفيدرالية التربية القومية. وقد اصدرت موقفاً موحداً ننشره كاملاً في الصفحة الاخيرة.

بذلك تم فتح ملف ادانة، لا يمكن للسيد ستوليريو الا ان يتراجع امامه. وبذلك قرر بسرعة تنظيم زيارة الى بلدان القرب العربي، حيث اعلن بأنه لم يقع فهمه الفهم الصحيح، وهو ضحية حملة شتم.

هذا ما يقولها هو الواقع ؟ يمكننا الان ان نؤكد على صحة التحليل الذي قمنا به، لان الامر القاصي ينجح العائلات من الانتحار بالعملة المهاجرين قد نشر. (اقرأ النص المقابل).

اما الملف الذي يتحدث عن الصفوف غير القانونية الرامية الى اجبار المهاجرين على العودة، فهو يكرر باستمرار ويتكلم. وقد وقع الكشف عن دور منظمة الاعراف

لقد كشفت الحكومة الفرنسية عن وجهها منذ شهر جوان : بحجة النضال ضد البطالة تحذف البطالين. وقد كلف السيد ستوليريو، سكرتير الدولة، بتبرير القرار والمساعدة على مضمه. ويتكلم الطريقة اقترح على اي طالب يقبل التثديد في كل حقونه، مقدار 10.000 فرنكا، مقابل عودته النهائية الى بلاده. وقد فشلت العملية.

ولقد فضل السيد ستوليريو، سكرتير الدولة، الس - ج - ت - ويفضل وعي العمال المهاجرين وتفهمهم لحقوقهم المكتسبة وهو ما وجد كلتهم وطمعهم يجمعون على معارضة تدابير السيد ستوليريو. ولم يقبل تلك التدابير الا الذين كانوا يفكرون بعد في العودة النهائية خلال صيف 1977. فمن جملة 49.000 رسالة وزعت في هذا الصدد، لم يجب بالموافقة الا اقل من 4000 (3601 في 27 اكتوبر 1977).

لم يباذ السيد ستوليريو العبرة من ذلك الفشل، ولم يجب كذلك على الاسئلة الاربعة التي وجهها ممثل السيد - ج - ت - ماريوس ابوستولو، في شهر جوان. الاسئلة الاربعة :

— كيف يمكن ضمان الاختيار الحر للعمال المهاجرين في تقيدهم العودة الى اوطانهم ؟

— ما هي الاجراءات التي ستتخذها الحكومة لضمان المحافظة على الحقوق الاجتماعية المكتسبة ؟

— ما هي التدابير المتخذة لضمان الحق في التكوين ؟

— هل تنوي الحكومة تنظيم مفاوضات مع حكومات البلدان التي تقدم منها العمال المهاجرون والمتعلقة بطروف عودتهم ؟

اعلنت الحكومة غير عابئة باي اعتبار للعدالة، ولا للكرامة الانسانية. عن اعترافها بداية من 1 اكتوبر 1977 :

— رفض تحويل اية اقامة قانونية، ورفض اعطاء بطاقة العمل.

— تجسيد حق التجمع العائلي لمدة ثلاث سنوات.

— تعميم « مساعدة العودة » على مجموع العمال المهاجرين الذين عملوا بفرنسا سنوات على الاقل، وهي وضعية ملبسون شخصاً.

27 سبتمبر 1977 على الساعة
الثامنة والنصف صباحا
اجتمعت لجنة قومية
للبيد العاملة المهاجرة
سوف نتذكرها دائماً !

لقد كشفت الحكومة الفرنسية عن وجهها منذ شهر جوان : بحجة النضال ضد البطالة تحذف البطالين.

وقد كلف السيد ستوليريو، سكرتير الدولة، بتبرير القرار والمساعدة على مضمه. ويتكلم الطريقة اقترح على اي طالب يقبل التثديد في كل حقونه، مقدار 10.000 فرنكا، مقابل عودته النهائية الى بلاده. وقد فشلت العملية.

ولقد فضل السيد ستوليريو، سكرتير الدولة، الس - ج - ت - ويفضل وعي العمال المهاجرين وتفهمهم لحقوقهم المكتسبة وهو ما وجد كلتهم وطمعهم يجمعون على معارضة تدابير السيد ستوليريو.

لم يقبل تلك التدابير الا الذين كانوا يفكرون بعد في العودة النهائية خلال صيف 1977. فمن جملة 49.000 رسالة وزعت في هذا الصدد، لم يجب بالموافقة الا اقل من 4000 (3601 في 27 اكتوبر 1977).

لم يباذ السيد ستوليريو العبرة من ذلك الفشل، ولم يجب كذلك على الاسئلة الاربعة التي وجهها ممثل السيد - ج - ت - ماريوس ابوستولو، في شهر جوان.

الاسئلة الاربعة :

— كيف يمكن ضمان الاختيار الحر للعمال المهاجرين في تقيدهم العودة الى اوطانهم ؟

— ما هي الاجراءات التي ستتخذها الحكومة لضمان المحافظة على الحقوق الاجتماعية المكتسبة ؟

— ما هي التدابير المتخذة لضمان الحق في التكوين ؟

— هل تنوي الحكومة تنظيم مفاوضات مع حكومات البلدان التي تقدم منها العمال المهاجرون والمتعلقة بطروف عودتهم ؟

اعلنت الحكومة غير عابئة باي اعتبار للعدالة، ولا للكرامة الانسانية. عن اعترافها بداية من 1 اكتوبر 1977 :

— رفض تحويل اية اقامة قانونية، ورفض اعطاء بطاقة العمل.

— تجسيد حق التجمع العائلي لمدة ثلاث سنوات.

— تعميم « مساعدة العودة » على مجموع العمال المهاجرين الذين عملوا بفرنسا سنوات على الاقل، وهي وضعية ملبسون شخصاً.

ان الجولة التي قمت بها بباريس ، وليون ونيس ومارسليا ، كانت مثرية لعدة اسباب . فخلال الاجتماعات واللقاءات بالعمال التونسيين وقعت اثارا العديد من المشاكل الراهنة المتعلقة بالقرارات الاخيرة التي اتخذتها الحكومة الفرنسية لطرد العمال المهاجرين . ولقد استطعت اعلام الشغاليين التونسيين بموقف الاتحاد العام التونسي للشغل الذي ينضاهن مع المنظمات العمالية الكبرى وخاصة مع الس.ج.ت. ومن ناحية اخرى ، يرفض التونسيون تلك القرارات غير العادلة . وهم عاقدون العزم على النضال جنبا الى جنب مع الشغاليين الفرنسيين ليجبروا الحكومة الفرنسية على التراجع في قراراتها .

ان العمال التونسيين يناضلون في اغليبيتهم في الس.ج.ت. ويمنحونها ثقتهم ، وذلك يلفت الانتباه خاصة في نيس مثلا حيث يوجد ١٥٠٠٠ تونسيا نصفهم منخرطون بالس.ج.ت. وقد اجابوني عن اسئلة وجهتها اليهم عن هذا الاختيار ودواعيه بقولهم بان مصالحهم وخصايصاتهم يقع حمايتها احسن داخل الس.ج.ت. ويجب ان اقول في نفس المناسبة بانني قد التقيت بعدد لا بأس به من التونسيين الذين لهم مسؤوليات داخل الس.ج.ت. وعلى مستويات عديدة .

يهتم العمال التونسيون كثيرا بحياة بلادهم وبمنظمتهم النقابية ، وهم يتابعون عن كثب كل ما يجري في بلادهم وهم مرناحون للاتصالات بين الس.ج.ت. والاتحاد العام التونسي للشغل . هذا وقد وجهوا الكثير من الاسئلة المتعلقة بتهيئة عودتهم العاجلة او الاجلة ، ثم بالمشاكل الكبرى للتشغيل ، وبالتنمية وبالهجرة . ان تعلقهم بالبلاد واضح وجلي جدا .

وفي الختام ، نقول بان زيارتنا كانت مثمرة جدا ، وسنعد من الاتصالات ومن تبادل الوفود لحصر المشاكل والدفاع بنجاح عن مصالح العمال التونسيين بفرنسا .

وقد قبلنا بعد حضور اللقاء الكبير الذي ينظم يوم ٧ نوفمبر بين المنظمات الفرنسية ومنظمات بلدان المهاجرين .



Tijani Abid, secrétaire général adjoint de l'UGTT (photo Bloncourt).

حديث صحفي ادلى به التيجاني عبيد من الاتحاد العام التونسي للشغل .

في اطار العلاقات الاخوية بين الاتحاد العام التونسي للشغل والس.ج.ت. وبغية تدعيم التعاون بين المنظمتين النقابيتين - تم تبادل الوفود بينهما خلال شهر سبتمبر - اكتوبر ١٩٧٧ .

وقد قام وفد الاتحاد العام التونسي للشغل بزيارة عبر التراب الفرنسي للاتصال بالعمال التونسيين بباريس ، وليون ونيس ومارسليا . ونشر اسفله مقتطفات من حديث صحفي ادلى به الرفيق التيجاني عبيد الكاتب العام المساعد ، والكلف بالهجرة ، الى مجلة « الحياة العمالية » .

Fêtes de l'Aïd El Kébir et de l'Achoura.

A l'occasion des fêtes de l'Aïd El Kébir et de l'Achoura, la compagnie Air France assure de nombreux vols supplémentaires vers votre pays d'origine au départ de Paris, Lyon, Marseille et Lille. Selon les demandes, d'autres vols pourront être étudiés au départ de certaines villes de province.

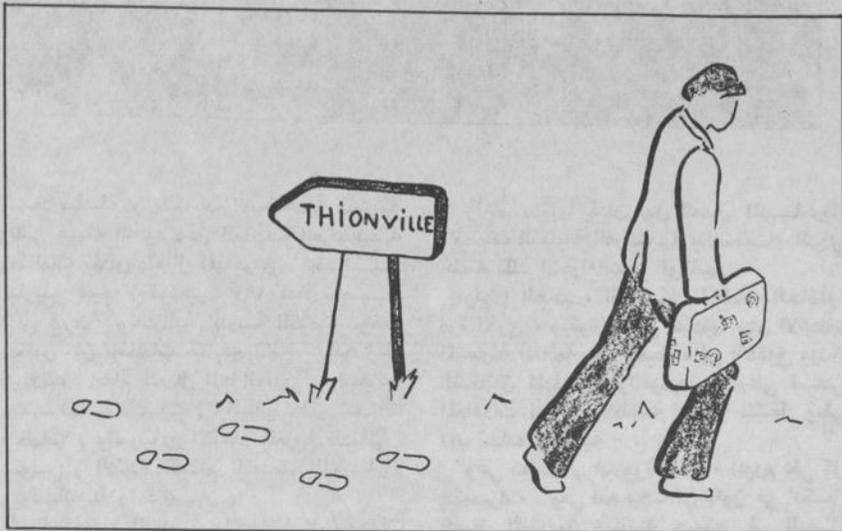
Pensez à vos vacances, réservez vos places à l'avance. Dès maintenant, renseignez-vous auprès des Agents de voyages ou des agences Air France.

AIR FRANCE 

Le monde plus proche.



"QUITTER THIONVILLE"



Film de Mohamed ALKAMA

Le 8 avril 1977, le patronat de la sidérurgie rendait public son plan de réduction d'effectifs et sa décision de licencier

2.100 travailleurs immigrés. C'est que comme tant d'autres industries, la sidérurgie française est victime de la crise

capitaliste. En Lorraine, où elle se situe principalement, la situation de l'emploi va s'aggraver dans les mois qui viennent.

Mohamed ALKAMA, jeune réalisateur algérien, s'est rendu en Moselle où il a effectué un reportage à vif, tant auprès des Français que des immigrés. C'est l'origine du film « Quitter Thionville ».

La caméra nous promène d'abord dans la ville, les faubourgs, la zone industrielle, l'empire Usinor, un ancien camp de prisonniers transformé en foyer, au long des rues où l'on écoute parler les gens. Des Français d'abord, braves gens interrogés au marché, dans un magasin, qui ne savent pas très bien, sont plutôt contre le renvoi des immigrés, mais toujours ; militants C.G.T. et C.F.D.T. qui prennent la parole pour défendre leurs camarades de travail (c'est le 1^{er} Mai à Thionville !), le maire de la ville, Georges Séguy, Edmond Maire, un patron... qui dit combien ces mesures seront préjudiciables à l'économie française !

Dans la seconde partie, ce sont les immigrés qui parlent. Déconcertés, ils s'interrogent : pourquoi cette mesure injuste ? Est-il vrai qu'ils doivent laisser la place ? Que faire ? Qu'est-ce que le pécule ? L'aide au retour ? Au foyer, des travailleurs mieux informés répondent aux questions de leurs camarades. On apprend que certains ont 15, 18, 20 ans de travail dans la région. A présent on les chasse et pourtant, dit une femme dans la rue : « Ce n'est pas juste, c'est ici qu'on a fait sa peine, alors on est d'ici ».

En effet, la Moselle est depuis toujours une région d'immigration. L'industrialisation du bassin a été réalisée en grande partie avec l'apport des travailleurs étrangers. Aujourd'hui, ils sont 183.000, 12,06 pour cent de la population active. La majorité d'entre eux travaillent dans la sidérurgie. En Moselle, 51 pour cent des travailleurs de la sidérurgie sont des immigrés.

Et maintenant il faut quitter Thionville. Comme si on chassait le bœuf après le labour, dit la très belle chanson du film. Chacun, d'une manière ou d'une autre, ressent l'injustice de cette situation, mais le propos du film ne s'arrête pas là. Ce n'est pas seulement une question de solidarité. Les travailleurs français se rendent bien compte qu'à travers leurs camarades immigrés, c'est toute la classe ouvrière qui est visée. Ils le disent, ils dénoncent les slogans racistes (« La Lorraine aux Lorrains »). Ils proclament qu'il faut lutter tous ensemble contre le démantèlement de la sidérurgie par un patronat assoiffé de profit, soutenu par un gouvernement à sa dévotion.

SORTIE DU FILM : LE 23 NOVEMBRE 1977 AU CINEMA « LE SEINE » à PARIS, « LE FAMILIA » à LYON.

Avec la formule Ciné-Débat à raison d'une séance par jour.

Les débats seront animés par le réalisateur, des syndicalistes, des personnalités politiques, des responsables d'associations d'immigrés, des journalistes.

COMMUNIQUÉ de l'U.N.E.F.

L'U.N.E.F. dénonce la situation scandaleuse réservée aux étudiants étrangers

Contrairement aux promesses faites par le gouvernement français, ces étudiants vivent dans des conditions dramatiques. Ils sont frappés par une multitude de mesures discriminatoires.

Ainsi, des centaines d'entre eux n'ont pu s'inscrire dans une Université perdant la possibilité d'obtenir une bourse. Les formalités administratives nécessaires à leur inscription se sont renforcées Vincennes, Paris XIII...)

Ayant fait une demande de préinscription dans une Université, ils s'en voient refuser l'entrée (Pau, Lyon...). Aussi, se voient-ils refuser d'une manière discriminatoire l'entrée de certains enseignements (40 étudiants marocains refusés en D.E.A. à Nanterre).

Ces mesures à caractère raciste s'accompagnent d'un autoritarisme croissant à leur égard.

— Refus d'accorder la carte de séjour sans carte d'étudiant et la carte d'étudiant sans carte de séjour.

— Fermeture de la Maison du Maroc.

— Expulsion d'étudiants marocains des foyers gérés par les ALFI.

Elles sont à rapprocher des mesures concernant les travailleurs immigrés prises par M. Stolérü.

Cette politique entraîne de très graves conséquences pour ces étudiants. Ils se trouveront sans papiers, sans logement, sans inscription.

Plus de 2.000 étudiants étrangers sont à ce jour à la recherche d'un logement dans la région parisienne. Plusieurs milliers ont déjà dû quitter la France. D'autres vivent dans un état de dénuement extrême, ainsi à Montpellier, 50 à 60 étudiants étrangers dorment dans la gare.

L'U.N.E.F. appelle l'ensemble des étudiants à agir pour obtenir satisfaction de leurs revendications.

Cet appel s'est d'ores et déjà traduit par des luttes importantes dans l'ensemble des Associations Générales U.N.E.F. et des premiers succès, par exemple :

— à Caen, les élus U.N.E.F. au C.A. du CROUS ont obtenu une allocation logement de 100 F par étudiant étranger non logé par le CROUS ;

— à Vincennes, l'action des Comités U.N.E.F. a permis la simplification des modalités d'inscriptions.

هل يعني استرجاع الثروات القومية مواجهة بين عمال بلدان غنية وأخرى فقيرة ؟ لا ، أبدا ! لم يقع استعمال كلمات مماثلة في الجزائر . فالنقابات العربية والافريقية لا ينظرون بنفس المنظار الى الشركات المتعددة القوميات وبين شغالي البلدان التي تنصب فيها مكاتبها . وبالعكس ، لقد وقعت في الجزائر مناقشة التضامن الضروري بين كافة الشغاليين ، كما ابرزت ذلك اللائحة الصادرة عن اللقاء والمتعلقة بالعمال المغتربين . فهي قد استعملت نفس التعبيرات التي صدرت في اللائحة المشتركة للس.ج.ت. والس.ف.د.ت. وفيدرالية التربية القومية والاتحاد العام للعمال الجزائريين . ويعلن البلاغ للمنظمات النقابية الفرنسية وللعمال الفرنسيين والمهاجرين ، عن تضامن المنظمات العربية والافريقية ، ومساندتها للبادرة التي تتمثل في دعوة كافة المنظمات التابعة لبلدان البحر الابيض المتوسط التي تاتي منها اليد العاملة المهاجرة الى اجتماع يعقد بباريس يوم ٧ نوفمبر . اكد ان هناك وجهات نظر مختلفة ومتعلقة بالعديد من النقاط بين المنظمات النقابية العربية والافريقية . ولكن ذلك لا يمنع بان ذلك اللقاء اثبت بان التشاور يسمح بالوصول الى نتائج . هذا وان التعميق للمسائل المطروحة قد يسمح باقامة برنامج عمل يستهدف في جملة ما يستهدف الشركات المتعددة القوميات واضرارها . وبذلك وبعد الاجتماع الذي ضم الس.ج.ت. والبلدان المعنية بمعاهدة لومباري وتم عقده في ابفان لدراسة نفس المسائل ، بدأ يقرب فكرة النضال المشترك الذي يمكن حوضه هذه المرة على المستوى الدولي .

اللقاء النقابي الاول بين البلدان العربية الافريقية من اجل تضامن حقيقي

حدث هام جدا حصل اخيرا ولم يلاق صدق كبير في فرنسا ، وهو اللقاء النقابي الاول العربي الافريقي الذي نظم بالجزائر من ١٦ الى ٣١ أكتوبر . واننا نفهم بسرعة اسباب ذلك السكوت عندما نرجع الى ما كتبه الصحيفة اليومية - جان فورم - الذي يملكها الوزير السابق فونتانتي عشية افتتاح الندوة ، فقد جاء في الصحيفة « ستجد فرنسا نفسها في قفص التهمين » . غير اننا لم نجد فرنسا في ذلك القفص بل السلطة الجيسكارديية اي سلطة الاحتكار والاستعمار الجديد ، وكذلك الحال بالنسبة للحكومات الاخرى التي تشابهها . لقد تراهنت كل تلك الحكومات التي تنشر البلبلة وتقسّم الصفوف في ذلك الجزء من العالم ، تراخوا على انقسام العرب والافارقة ، وانقسام عرب الشرق الاوسط وعرب المغرب العربي والعرب الناطقين بالفرنسية والعرب الناطقين بالانكليزية ، الخ . . . وذلك لمنع عقد ذلك اللقاء . غير انه امكن عقده . كما كانت تمنى ان تسبب بعض المشاكل العديدة الخاصة بالبلدان العربية او الافريقية ، وخاصة المناقشات المختلفة بينها (مثل القضية الشائكة للصحراء الغربية وقضية اريتريا) . في افسال اللقاء . ولكن امالها خابت ! . . .

نص البرقية التي وجهها جورج سفي الى فيدرالية النقابات الفلسطينية

ايها الرفاق الاعزاء ،

في الوقت الذي اصبح الوضع في الشرق الاوسط يحتل من جديد المكان الاول على الصعيد العالمي ، تؤكد الس.ج.ت. ، على تجديد مسانقتها الكاملة للشغاليين الفلسطينيين وللشعب الفلسطيني ، وكذلك الى المقاومة الفلسطينية .

كما انها تؤكد من جديد على أن استتباب سلام دائم يستجيب للمصالح الحقيقية لكافة الشعوب والدول في المنطقة ، يتطلب الاخذ بعين الاعتبار ، وفي نفس الوقت ، الاستجابة للتطلعات المشروعة الوطنية للشعب الفلسطيني ، ثم الاجلاء عن كافة الاراضي العربية التي احتلتها اسرائيل منذ

١٩٦٧ .

٢٢ نوفمبر ١٩٧٧

16 ORGANISATIONS SYNDICALES d'accord pour agir ensemble



C.G.T.-C.F.D.T.-F.E.N.

U.G.T.A. Algérie

U.G.T.T. Tunisie

U.M.T. Maroc

C.C.O.E. Espagne

U.G.T.

U.S.O.

C.G.T.-P. Portugal

C.G.I.L. Italie

C.I.S.L.

U.I.L.

C.S.Y. Yougoslavie

فجميعا ، توحدنا نفس المصالح المشتركة ، وبالرغم من الحدود التي تفصل بيننا نؤكد نحن ممثلي المنظمات : على انه لا العمال المغتربون ولا العمال القوميون بمسؤولين لا عن الازمة ولا عن البطالة المتولدة عن الاستغلال ، وانه لا يجب عليهم جميعا ان يدفعوا ثمن الازمة .

يجب على كل الشغاليين، مهما كانت جنسيتهم ان يفسلوا كل محاولة ترمي الى التفريق فيما بينهم .
نسجل بكل ارتياح النتيجة الاولى المتعلقة بحق التجمع العائلي ، وهي ثمرة نضال الشغاليين وعمل منظماتهم النقابية والديمقراطية، وكذلك ثمرة ادانة الرأي العالمي ، ونؤكد بكل قوة ، على ان سياسات الهجرة يجب ان تأخذ بعين الاعتبار الحق في اختيار حر في البقاء، ببلدان التشغيل ، او في العودة الى بلدانهم الاصلية .

وهم يعتزمون المساهمة في المفاوضات المتعلقة بكل تلك المسائل ، وذلك بقراراتهم ، التدخل لدى حكوماتهم ، وعلى اساس تلك القواعد ، ولدى الاجهزة الدولية والاوربية : المكتب العالمي للشغل ، اليونيسكو ، المجلس الاوروبي، بلدان المجموعة الاوروبية ، ومنظمة الوحدة الافريقية .
يؤكدون على ارادتهم في ان يظلوا على اتصال ضيق في اطار التضامن العالمي الذي يوحدهم من اجل الحلول والمبادرات المطابقة مع مصلحة ومع احترام حقوق كافة الشغاليين ، وفي كنف الصداقة والاخوة بين الشعوب .

يوجهون من جديد نداء حارا الى كافة الشغاليين المهاجرين لينخرطوا ، وليساهموا بنشاط في عمل ونضالات المنظمات النقابية لبلدان الهجرة للدفاع عن حقوقهم بنجاحة اكبر وفي وحدة مع الشغاليين القوميين .
تثمن المنظمات النقابية النتيجة الايجابية لهذا اللقاء . وتواصل وتطور وسائل النضال والتعامل مع المنظمات النقابية الفرنسية لحماية مصالح ومكاسب العمال وكواملة العمل من اجل تحسين ظروف عيشهم على المستوى المادي ، والمعنوي والثقافي .

ان - الديسك - (تركيا) لم تتمكن من الالتحاق بـ ١٦ منظمة المجتمع بباريس، بعثت ببرقية تضامن ، وعبرت عن موافقتها على المبادرة .

واعلم ممثلو بلدان دول العمال المهاجرين المنظمات النقابية الفرنسية بالاستيلاء الذي خلقته تلك الاجراءات في اوطانهم .
وبهذا الصدد ، اكدت كل المنظمات الحاضرة مرة اخرى ، وبقوة ، على مبادئها وعن الاهداف المشتركة القائمة على المساواة في الحقوق بين الشغاليين المهاجرين والقوميين ، وعلى اساس المعاهدات الدولية للمنظمة العالمية للشغل وعلى الاتفاقيات الثنائية .

وهي تعتقد في ضرورة القضاء المبرم على كل التمييزات ، وفي انه يجب ان يكون في اماكن العمال المغتربين ممارسة حريتهم في البقاء، بالبلاد المشغل او في العودة الى بلادهم الاصل. وفي هذا الصدد ندد الحاضرون بما يسمى اغتباط بـ « التطوع الى العودة » الذي يبرز في الحقيقة في عمليات طرد من العمل تفاضلية ، وفي الطرد من البلاد ، وفي عدم تجديد بطاقات العمل والاقامة ، وطرد الاجانب ، كل ذلك ضمن ارضية عنصرية ومغذية لكره الاجانب .
وفي اطار الازمة الراهنة يمكن كذلك تفسير العمل ضد المهاجرين بأنه محاولة لتصدير البطالة ولممارسة الضغوط على البلدان التي قدم منها المهاجرين .

بعد سلسلة من اللقاءات الاستعلامية الثنائية والتي ضمت العديد من المنظمات الفرنسية ومنظمات بلدان العمال المهاجرين ، عقد لقاء بباريس يوم ٧ نوفمبر ١٩٧٠ ببادرة من الس.ج.ت. وفيدرالية التربية القومية، وضم ممثلين عن منظمات نقابية تابعة للجزائر (الاتحاد العام للعمال الجزائريين) واسبانيا (ثلاث منظمات) واطاليا (ثلاث منظمات) والمغرب (الاتحاد المغربي للشغل) وتونس (الاتحاد العام التونسي للشغل) ويوغسلافيا (منطقتان) .

وخلال هذا اللقاء تبادل المشاركون وجهات نظر تتعلق بتفاهم وبانعكاسات الازمة الراهنة لاوروبا الغربية وخاصة بفرنسا ، على ظروف عيش وعمل العمال المغتربين .

وقد اوضح ممثلو المنظمات النقابية الفرنسية ممثلي بلدان العملة المهاجرين ، مبادراتهم الخاصة واعمالهم المشتركة من اجل احترام حقوق العمال المغتربين وكرامتهم وموجة التنديد التي اجتاحت كل الاوساط بفرنسا ، وارتفعت ضد الاجراءات الجديدة الرامية الى طرد تمييزي وجماعي للعمال المهاجرين .

La DISK s'est excusée de ne pouvoir être présente, car ce syndicat était retenu en Turquie par de grandes grèves dans la métallurgie, les premières dans l'histoire du pays.



منبر العامل
التونسي الجزائري المغربي

LA TRIBUNE DES TRAVAILLEURS
TUNISIENS, ALGERIENS,
MAROCAINS

Directeur de publication :
Marius APOSTOLO
Commission paritaire n° 276 D 73

213, rue Lafayette - PARIS-10^{ème}
Tél. : 200-33-21
Travail exécuté par des ouvriers
syndiqués - Imp. Lenseise, LENS.

